



African
Parliamentarians
Forum for
Population and Development



**RAPPORT SUR LA VISITE D'ÉTUDE EN
OUGANDA DES MEMBRES DU COMEX DU
FORUM DES PARLEMENTAIRES AFRICAINS
SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT
(APFPD/FPA)**

01 -02 FÉVRIER 2024

**RAPPORT SUR LA VISITE D'ÉTUDE EN
OUGANDA DES MEMBRES DU COMEX DU
FORUM DES PARLEMENTAIRES AFRICAINS
SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT
(APFPD/FPA)**

01 -02 FÉVRIER 2024

TABLE DES MATIÈRES

1.0 Contexte	5
1.1 Objectif de la visite d'étude	5
1.2 Résultats de la visite d'étude	5
1.3 Méthodologie	6
2.0 Mise en œuvre	6
2.1 Une visite au bureau de pays de l'UNFPA	6
2.2 Discussion	7
2.3 Remise du matériel de bureau au Forum parlementaire africain sur la population et le développement	8
3.0. Visite de courtoisie au Rt. L'hon. Président du Parlement ougandais	9
4.0 Interaction avec les agences gouvernementales s'occupant des activités de population	11
4.1 Conseil National de la Population (NPC)	11
4.2 Le Bureau ougandais des statistiques (UBOS)	13
4.3 Partenaires en matière de population et de développement. Bureau régional Afrique (PPD ARO)	13
4.4 Discussion	14
5.0 Interaction avec les agences d'intervention auprès des jeunes	15
5.1 Centre d'information sur la santé et les adolescents de Naguru (NTHIC)	15
5.1.1 Questions soulevées lors de la présentation	16
5.1.2 Réponses aux questions soulevées	17

<u>5.2 Santé reproductive Ouganda (RHU)</u>	18
<u>5.2.1 Partage de témoignages</u>	19
<u>5.2.2 Discussion</u>	19
<u>6.0 Conférence de presse</u>	21
<u>7.0 Réunion du COMEX</u>	22
<u>7.1 Observations</u>	22
<u>8.0 Recommandations</u>	23
<u>ANNEXE I : Liens connexes</u>	24
<u>Images</u>	25

Liste des acronymes

APDA	Association asiatique pour la population et le développement
APFPD/FPA	Forum des parlementaires africains sur la population et Développement
MGF	Mutilation génitale féminine
PF	Planification Familiale
Violence basée sur le genre	
Conférence internationale de la CIPD sur le développement de la population	
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
Députés	Députés
Conseil national de la population de l'APN	
Objectifs de développement durable	
Droits en matière de santé sexuelle et reproductive	
SSPNPD	Réseau des parlementaires du Soudan du Sud
TNLA	Assemblée législative nationale de transition du
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UPFFSPD	Forum des parlementaires ougandais sur la sécurité alimentaire, la population et le développement

1.0 Contexte

L'Ouganda se trouve à un moment critique dans sa démarche visant à devenir un pays à revenu intermédiaire et la dynamique démographique actuelle constitue à la fois une opportunité et un défi pour parvenir à un développement économique et humain durable. La croissance démographique rapide et ingérable est un facteur clé qui fait obstacle à un développement plus rapide en Ouganda. Pour que le pays s'engage sur la voie d'une paix et d'un progrès durables, il doit y avoir plus d'harmonie entre le rythme de la croissance démographique et celui du développement. Trouver un juste équilibre est à la fois complexe et délicat et, si elle n'est pas gérée, une forte croissance démographique peut contrecarrer les efforts visant à soutenir l'édification de la nation.

Avec le soutien d'agences telles que le Fonds des Nations Unies pour la population, le Conseil national de la population, l'Association asiatique pour la population et le développement, Santé reproductive Ouganda, le Forum des parlementaires ougandais sur la sécurité alimentaire, la population et le développement (UPFFSPD) s'efforcent tous de faire avancer l'agenda sur la population et Développement aux niveaux national et régional. L'agenda de la CIPD est de la plus haute importance pour le développement de l'Afrique au cours des 15 prochaines années.

Par conséquent, c'est le rôle des parlementaires dans la promotion de ces programmes interdépendants et la position africaine commune sur les objectifs de développement durable (ODD) au niveau national est donc cruciale pour la réalisation du développement durable, en particulier lorsque le continent connaît une explosion démographique de la jeunesse – une augmentation du nombre de jeunes. La population des jeunes par rapport aux autres groupes d'âge. Une analyse comparative des interventions démographiques dans les pays qui ont réalisé des progrès était nécessaire pour les membres du Comité exécutif.

1.1 Objectif de la visite d'étude

L'objectif général de la visite était d'échanger des idées, de partager des expériences, de suivre et de souligner le rôle des parlementaires dans la mise à jour et l'alignement des politiques, plans et documents stratégiques nationaux afin d'accélérer les progrès vers les engagements de la CIPD, du FP2030 et des ODD.

1.2 Résultats de la visite d'étude

1. Renforcer les capacités des parlementaires sur les divers programmes démographiques que l'Ouganda a adoptés pour faire avancer l'agenda de la CIPD.
2. Renforcer les initiatives existantes en matière de politiques démographiques et d'harmonisation de la législation africaine au niveau parlementaire .
3. Contribuer à accélérer l'amorce d'une transition démographique bénéfique en Ouganda.

4. Fournir un soutien au bureau du Forum des parlementaires africains sur la population et le développement.

1.3 Méthodologie

Le Forum des parlementaires ougandais sur la sécurité alimentaire, la population et le développement a accueilli une équipe de membres du Comité exécutif de l'APFPD/FPA. L'équipe était composée de députés du Soudan du Sud, de Tanzanie, du Kenya, du Ghana, du Cameroun et du représentant de l'Association asiatique pour la population et le développement (APDA). Une série d'activités ont été entreprises, notamment :

- Faire un appel de courtoisie au bureau du Président du Parlement qui est chargé de guider les affaires parlementaires qui comprennent les délibérations sur la domestication et l'harmonisation des aspirations de l'agenda de la CIPD25, FP2030 entre autres.
- Interaction avec les agences gouvernementales s'occupant des activités de population. Les agences informent et mettent en œuvre les plans, politiques et budgets gouvernementaux sur les questions de population et de développement axés sur une population qui contribue au développement du pays et à l'agenda de la CIPD.
- Visitez les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de programmes d'intervention auprès des jeunes et des femmes sur la santé sexuelle et reproductive. Ceux-ci devaient partager les modèles que l'Ouganda a adoptés pour répondre aux besoins des mères et des jeunes afin d'atteindre la structure démographique souhaitée.

2.0 Mise en œuvre

Les activités suivantes ont été entreprises par l'APFPD/FPA :

2.1 Une visite au bureau de pays de l'UNFPA

Le président de l'UPFFSPD, l'honorable Akol Anthony, a souhaité la bienvenue aux membres du Comité exécutif et a également remercié le FNUAP de les avoir accueillis. En tant qu'agence chef de file qui s'occupe des questions de population en Ouganda, le Président a reconnu le travail et l'engagement démontrés par l'UNFPA dans le renforcement des capacités des membres du forum, mais également pour veiller à ce que les aspirations de l'agenda de la CIPD soient intégrées en Ouganda.

L'honorable Dr Abdul Rashid Hassan Pulpuo, député du Ghana, président de l'APFPD/FPA et chef de la délégation a ajouté sa voix en notant que l'interaction a été très déterminante pour les législateurs qui jouent un rôle de premier plan pour garantir que les lois, les politiques et les programmes s'alignent sur les le soutien apporté par les partenaires au développement comme le FNUAP. Là où les lois existent déjà, il était important de donner une dynamique aux engagements de la CIPD en les adaptant au contexte local.

En réponse, Mme Gift Malunga, représentante de l'UNFPA, a apprécié le travail effectué par le forum pour faire avancer les questions de population qui sont très importantes pour déterminer le développement du pays. Elle a souligné que l'Ouganda était très déterminé à élaborer des politiques, mais que leur mise en œuvre était très faible. Elle a souligné comment le gouvernement a signé un engagement avec le FNUAP pour contribuer à hauteur de 1 % à la fourniture de produits de planification familiale. Cependant, cela n'a pas encore été réalisé. Si ces problèmes sont traités efficacement, ils peuvent être utilisés pour atténuer des indicateurs clés tels que le taux de fécondité élevé et les grossesses précoces.

M. Kizito Elvis, Chargé de politiques et de recherche - UPFFSPD a souligné que grâce au plaidoyer et au lobbying, le forum avait obtenu des résultats remarquables en faisant adopter des projets de loi essentiels sur la sécurité alimentaire, l'interdiction des mutilations génitales féminines (MGF) et la prévention du VIH. Grâce à l'analyse budgétaire et à l'examen des projets gouvernementaux dans une perspective de sécurité alimentaire et de population, ces questions ont été portées à l'attention du Parlement et des actions ont été requises. La difficulté de tracer une ligne de démarcation entre la politique et les questions de plaidoyer du forum a été l'un des défis majeurs auxquels le forum a été confronté.

2.2 Discussion

Au cours du débat ouvert, il a été convenu que beaucoup avait été fait entre les parlementaires, le FNUAP, les gouvernements locaux et les forums de jeunesse pour réaliser l'agenda de la CIPD et que l'un des succès enregistrés a été la réduction du taux de mortalité maternelle de 40 %. Le Président de l'APFPD/FPA a souligné l'importance de montrer les résultats et l'impact des relations de travail entre l'UNFPA et le forum en touchant la population et en touchant le centre des défis. Il a lié cela à la volonté que l'Ouganda a mis dans la lutte contre le VIH en le mettant au centre des discussions d'où sa réduction.

La question de l'insécurité alimentaire a également été abordée comme l'un des défis auxquels les communautés sont confrontées. Le gouvernement a été appelé à s'impliquer dans l'application des lois et des politiques qui favorisent la sécurité alimentaire, car cela détermine la qualité de la population du pays.

Il a été convenu qu'un changement de mentalité était crucial si l'on voulait résoudre les problèmes de population et de développement. La sensibilisation a été très importante, en commençant par les parlementaires, les dirigeants religieux et culturels et la communauté locale. Cela viserait à lutter contre les croyances religieuses et culturelles profondément enracinées ainsi que les stéréotypes de genre dans la communauté.

Dans ses remarques finales, la représentante de l'UNFPA a souligné que l'Ouganda a bien réussi en matière de législation mais que sa mise en œuvre fait défaut. Elle a noté que le forum devrait continuer à être vigilant et à délibérer sur les interventions politiques prioritaires, à créer et à maintenir la dynamique en faveur de la volonté politique en faveur des SDSR dans le contexte de l'agenda de la CIPD.



Au bureau de l'UNFPA, les membres du Comité exécutif interagissent avec les responsables techniques de l'UNFPA

2.3 Remise du matériel de bureau au Forum parlementaire africain sur la population et le développement

Le Coordonnateur du Forum a accueilli les délégués au bureau ougandais de l'APFPD/FPA et les a informés qu'il avait créé un simple bureau de l'APFPD/FPA en Ouganda qui sera hébergé pendant un certain temps par le bureau ougandais jusqu'à ce que le Secrétariat de la FPA soit pleinement établi au Ghana. Il a noté que malgré les défis rencontrés, le Bureau travaille bien dans la coordination des travaux du Forum pour atteindre ses objectifs. Il apprécie le soutien logistique fourni, qui contribuera grandement à faciliter le travail. Le président (UPFFSPD) a également apprécié le soutien des membres du Comité exécutif au Forum et a promis de continuer à travailler pour atteindre les objectifs souhaités.



Le président de l'Association asiatique pour le développement de la population (APFPD) reçoit du matériel de bureau du Dr Farrukh Usmonov (APDA)

Lors de la remise de l'équipement, le Dr Farrukh Usmonov, au nom de l'APDA, a souligné que le partenariat entre l'APDA et l'APFPD/PFA a été apprécié et que l'APDA a fait signe d'équiper le bureau des fournitures nécessaires au fonctionnement quotidien.

Dans son appréciation, le Président de l'APFPD a réaffirmé qu'il avait été convenu que le Secrétariat serait basé au Ghana. Il a rappelé aux membres du Comité exécutif que la prochaine conférence des délégués se tiendra au Ghana pour réfléchir aux progrès réalisés par le Forum. Il a donc lancé un appel au soutien continu de l'Association asiatique pour la population et le développement. Le Président informe les membres que la version française des statuts de l'APFPD/FPA est terminée et prête à être utilisée.

Il a remis symboliquement des exemplaires français de la Constitution à Mme Elsie Pokossy Doumbe (Cameroun).



Le Président de l'APFPD/FPA, Hon Dr. Abdul remettant la version française de la Constitution de la FPA à Hon Elsie Pokossy Doumbe Représentante du Cameroun

3.0. Visite de courtoisie au Rt. L'hon. Président du Parlement ougandais

Avant de rencontrer le Président, les membres ont parcouru le Parlement pour leur expliquer l'histoire, la création, les procédures et l'ordre des séances, la structure et le fonctionnement du Parlement ougandais.

Lors de sa rencontre avec le vice-président, le président (UPFFSPD) a présenté les membres de l'APFPD et l'a également informé que la visite avait pour but d'échanger des idées et de partager des expériences en tant que législateurs et de générer davantage de soutien à la législation et à la considération budgétaire pour les activités en matière de population afin de réaliser l'agenda de la CIPD. Il a noté que le Parlement est le lieu central où se forge une forte volonté politique, où l'appropriation et le soutien nationaux sont construits et maintenus afin de consolider les acquis réalisés en matière de développement national. Il a souligné les défis et

les lacunes dans la mise en œuvre du cadre juridique et politique dont la clôture mènera à la réalisation et à la réalisation du programme de la CIPD25. Il a donc encouragé le gouvernement à investir davantage dans la planification et la budgétisation réelle pour permettre à l'Afrique d'atteindre une population à la hauteur du développement.



Les membres du Comité exécutif du Forum parlementaire africain après avoir effectué une visite de courtoisie au Bureau du Rt. L'hon. Président du Parlement ougandais.

Dans sa réponse, le vice-président a souhaité la bienvenue à la délégation au Parlement ougandais et a noté que la question de la population est très critique et que les défis qui y sont associés nécessitent une attention urgente si l'on veut parvenir au développement. Il a en outre noté que le gouvernement fournit de meilleurs équipements sociaux et publics tels que les écoles et les hôpitaux, ce qui est l'une des causes de l'augmentation de la population, en particulier des personnes qu'il représente. Il a suggéré que l'urbanisation serait l'un des moyens de gérer le nombre croissant de personnes, en rendant les gens plus productifs dans une économie monétaire. L'Ouganda mène des programmes qui donnent aux jeunes les compétences qui leur permettront de mener une vie productive et, par conséquent, de devenir une population contribuant à l'économie. En conclusion, il a reconnu que travailler ensemble en tant que groupe, notamment dans les forums, est la meilleure manière d'aborder des questions aussi cruciales. Il a promis de continuer à travailler et à soutenir l'UPFFSD en ce qui concerne la législation sur la population et le développement.

Au cours de la session parlementaire, les membres du Comité exécutif ont été présentés et accueillis dans la tribune VIP. Tout en présentant des questions d'importance nationale, des rapports ont été faits sur les décès et les blessures survenus à Buvuma et Kilak, où des personnes subissent des blessures et des pertes de vies suite à des attaques d'animaux sauvages provenant des parcs à gibier. Les députés ont indiqué que les victimes avaient besoin d'une indemnisation pour les morts et les dommages. Il est évident qu'il existe un problème de concurrence pour les ressources en raison de l'augmentation de la population. L'honorable

Illukol Phillip, député de Napak, a également attiré l'attention du Président sur le taux de mortalité maternelle croissant dans sa circonscription, confirmant qu'une manifestation n'avait pas encore eu lieu. Si les niveaux de morbidité et de mortalité, en particulier chez les enfants et les femmes, restent à des niveaux inacceptables, cela reste une question inachevée dans l'agenda de la CIPD. Un soutien politique et financier galvanisé et un engagement en faveur de la santé sexuelle et reproductive sont indispensables pour relever ce défi.

4.0 Interaction avec les agences gouvernementales s'occupant des activités de population

L'Ouganda compte plusieurs agences gouvernementales travaillant sous différents ministères qui travaillent sur des programmes et des politiques en ligne avec la population et le développement. Les agences suivantes ont été considérées pour la visite :

4.1 Conseil National de la Population (NPC)

Le directeur général par intérim du Conseil national de la population (NPC) a souhaité la bienvenue aux membres du forum et a identifié les contributions et la pertinence du forum pour faire avancer les questions de population et de développement. Dans son exposé, il a informé les membres de l'EXCOM que le Conseil est une agence créée par une loi du Parlement et qu'il est chargé de coordonner la mise en œuvre de la politique et du programme nationaux en matière de population, de plaider pour l'intégration des questions de population dans les plans de développement et de conseiller le président sur les questions de population. Il a également noté qu'une fusion avec l'Autorité nationale de planification (NPA) était en cours. En ce qui concerne la population et le développement de l'Ouganda, il existe de sérieuses inquiétudes quant au terrain de la croissance et de l'expansion qui est influencé par des facteurs socio-économiques et culturels. Il était donc prêt à partager ses expériences et ses idées avec les autres membres.

Le président de l'UPFFSPD a noté que le forum apprécie et s'engage à travailler avec le Conseil. Il a reconnu que le Conseil a joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des parlementaires afin qu'ils aient une compréhension commune du concept de dividende démographique et de leur rôle dans l'avancement des programmes connexes.



Le directeur général par intérim du Conseil national de la population partage avec les membres du Comité exécutif le travail des agences gouvernementales en matière de population

Dans son discours, le Président de l'APFPD a souligné que le Conseil est le point central en matière de population. Il est essentiel de noter que si la population africaine n'est pas bien gérée, le continent se dirige vers le désastre. Il a fait référence au Danemark dont la population était de 2,1 millions d'habitants en 1960 et qui commence actuellement à 5,2 millions d'habitants, alors que la population de l'Ouganda a augmenté de 40 millions depuis 1960. Cela implique que le développement de l'Ouganda ne correspond pas à sa population et qu'il y aura donc un fardeau pour le gouvernement dans ce domaine. L'avenir. Un appel à l'action a été lancé à travers des politiques et des programmes ciblant la gestion de la population.

Suite aux présentations faites par le conseil, il a été noté que la population de l'Ouganda était passée à 34,6 millions d'habitants en 2014 avec un indice synthétique de fécondité enregistré à 5,4 en 2016, l'un des 3^{èmes} plus élevés au monde. La structure de la population indique que l'Ouganda possède l'une des populations les plus jeunes, soit 70 %. Cela a entraîné un fardeau de dépendance élevé qui constitue une menace à la réalisation du dividende démographique et au développement socio-économique qui y est associé.

Cependant, dans le but d'atteindre une qualité de vie élevée pour la population et de transformer la société, le gouvernement a mis en place plusieurs interventions à travers les différentes agences gouvernementales en matière de population et de développement. Il s'agit notamment des éléments suivants : 1) La politique nationale en matière de population a été élaborée en 2020 et consiste en une politique d'influence sur la population, un cadre de mise en œuvre et une stratégie de communication et de plaidoyer ; 2) Feuille de route sur le dividende démographique (2018) pour guider la priorisation et l'intégration des interventions en matière de dividende démographique dans les plans de développement ; 3) Évaluation du dividende démographique dans les gouvernements locaux, les municipalités et les villes ; 4) Des événements constants basés sur un plaidoyer comme la Journée mondiale de la population, la campagne de prévention des grossesses chez les adolescentes et le plan de mise en œuvre chiffré de la planification familiale, entre autres. Tout cela a été fait par le Conseil national de la population.

4.2 Le Bureau ougandais des statistiques (UBOS)

L'agence a été créée par une loi du Parlement en 1998 et a pour mandat de développer et de maintenir un système statistique national (SNS) intégré, cohérent et fiable. Le directeur par intérim du Bureau ougandais des statistiques a souligné que les données sont très importantes pour informer et influencer les politiques et permettent donc aux législateurs de prendre des décisions. Elle a ajouté que les questions liées aux mégadonnées figurent en bonne place à l'ordre du jour, en collaboration avec diverses parties prenantes, notamment le FNUAP, les universités et les gouvernements locaux, pour formuler des données de bonne qualité qui sont utilisées dans les processus de planification et de budgétisation. Elle a donc appelé les législateurs à continuer de soutenir les agences car l'absence de données fiables crée une lacune dans le suivi des tendances des indicateurs clés tels que la mortalité infantile et maternelle, les grossesses chez les adolescentes, l'adoption et l'utilisation des services de planification familiale, qui sont tous visant à réaliser le programme de la CIPD.

Dans sa présentation, le planificateur principal par intérim de l'éducation et des compétences de l'Autorité nationale de planification a noté que l'Ouganda souhaite transformer sa jeune population en un dividende pour un développement socio-économique accéléré, car il tire sa motivation des pays asiatiques qui étaient au même niveau de développement dans les années 1960, mais se sont depuis transformées en économies mondiales. L'agence travaille donc vers une planification coordonnée et harmonisée, en adoptant diverses stratégies comme Vision 2040 et NDP III orientées vers la réalisation du dividende démographique, la réduction de la fécondité, le développement du capital humain, la création d'emplois, la gouvernance et la responsabilité sont les principales interventions politiques clés pour exploiter le dividende démographique.

4.3 Partenaires en matière de population et de développement, Bureau régional Afrique (PPD ARO)

Il s'agit d'un bureau intergouvernemental créé au sein de la CIPD pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans les domaines de la santé reproductive, de la population et du développement. Outre le financement et le plaidoyer politique, le réseautage et les partenariats stratégiques, la responsabilité pour la mise en œuvre des engagements, le partage du transfert de bonnes pratiques, la santé, la population, les engagements et les protocoles de développement étaient les quatre éléments de mission mentionnés par le responsable du programme qui conduisent le programme de plaidoyer de PPD ARO. Elle a également informé les membres que grâce aux réunions du Réseau des commissions parlementaires africaines de la santé (NEAPACOH), PPD ARO a été en mesure de partager les progrès réalisés et les leçons apprises sur la mise en œuvre des engagements, de renforcer la responsabilité, le leadership politique et la gestion de la mise en œuvre des mesures liées à la santé. La réunion NEAPACOH 2023 tenue à Kampala a produit des résultats, dont les engagements des pays en développement pour la réalisation des ODD et de la CSU.

4.4 Discussion

Des présentations faites, les observations suivantes ont été faites :

Les défis et les lacunes dans la mise en œuvre des politiques ont été identifiés ; en référence à des statistiques depuis 1960. Le président de l'APFPD/FPA a analysé que le Ghana avait une population de 7 millions maintenant 32 millions, le Soudan du Sud 2 millions actuellement 13,5 millions et l'Ouganda 7 millions s'élève maintenant à 45 millions. Il a noté que la population ougandaise a considérablement augmenté et que pourtant le PIB reste faible. Il a appelé à un financement accru de la part du gouvernement pour la mise en œuvre des politiques démographiques et du processus budgétaire des programmes. Il a fortement exhorté le gouvernement à changer de discours et à s'orienter vers les résultats, depuis ce qui doit être fait jusqu'à la communication des résultats.

Le vice-président du forum, le sénateur Fredrick Outa, a appelé les législateurs/hommes politiques à être objectifs et à écouter les technocrates. Ils doivent changer de mentalité et s'aligner sur les technocrates afin de pouvoir transmettre le bon message à la communauté. Il a souligné que malgré l'existence de bonnes lois et politiques, la population ougandaise augmente à un rythme rapide.

L'honorable Majur, président du Réseau parlementaire du Soudan du Sud sur la population et le développement (SSPNPD), a également ajouté que les questions démographiques en Afrique ont été politisées. Il a appelé à une volonté politique accrue, grâce à laquelle les parlementaires devraient faire sentir leur présence lorsque les questions liées aux engagements de la CIPD sont compromises. Ils doivent être vigilants et persuasifs pendant le processus budgétaire afin de garantir que des fonds suffisants soient réservés pour résoudre les problèmes qui touchent les populations. Les engagements de la CIPD ne font pas exception. Il s'est également montré préoccupé par la forte population exportée.

Le représentant de la Tanzanie , l'honorable Sebastian Kapufi, a ajouté que le reste du monde est préoccupé par les défis démographiques en Afrique. Il a indiqué que la population tanzanienne approche les 60 millions, contre 10 millions en 1960.

Le Président de l'UPFFSD s'est également dit préoccupé par les lacunes dans la production de données fiables. Cela crée clairement des défis dans les processus de planification et de budgétisation pour les législateurs. En réponse, le directeur général par intérim (NPC) a noté que, alors que les technocrates donnent des informations réelles sur le problème et les solutions pertinentes, il faut donc un engagement du gouvernement et une volonté politique sur les questions de population et de développement comme les grossesses chez les adolescentes pour lesquelles le gouvernement dépense beaucoup d'argent. de compétences parmi les jeunes n'apportant donc aucune contribution au développement du pays.

Il a clôturé la réunion en remerciant les membres du Comité exécutif pour les discussions fructueuses et en considérant les agences pour de telles délibérations. Il a promis de continuer à travailler en équipe avec le forum pour surmonter les défis présentés.

5.0 Interaction avec les agences d'intervention auprès des jeunes

L'Ouganda ayant l'une des plus grandes populations de jeunes au monde, le gouvernement travaille avec diverses parties prenantes sur les questions de population et de développement, conformément aux interventions en faveur des jeunes. Les membres du Comité exécutif ont visité deux organisations qui ont été actives dans la fourniture de services de santé sexuelle et reproductive (SSR) aux jeunes en Ouganda. La visite visait à partager des idées, des expériences, des réussites et des défis dans le domaine de la santé reproductive, de la population et du développement dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action (PoA) de la CIPD. Les organisations comprenaient :

5.1 Centre d'information sur la santé et les adolescents de Naguru (NTHIC)



L'équipe de travail du Naguru Teenage and Centre d'information sur la santé après avoir tenu une réunion interactive avec les membres du Comité exécutif de l'APFPD/FPA

Le directeur général du centre a souhaité la bienvenue aux membres du forum et a apprécié que le centre ait été choisi pour offrir des moments d'apprentissage. Un bref historique de l'organisation a été fait, soulignant que la motivation pour la création du centre était de fournir aux jeunes un lieu qui leur est propre. Avec 30 ans de service, les jeunes occupent une place centrale dans l'acquisition d'une éducation sanitaire, de services et de compétences essentielles. Le centre a travaillé avec près de 30 millions de jeunes qui sont touchés par des espaces conviviaux pour les jeunes qui ne sont pas statiques. En tant que partie prenante, le centre a joué un rôle déterminant en contribuant à la politique en partageant des connaissances et des expériences, des données ainsi qu'en promouvant les droits sexuels et reproductifs.

Le modèle de compétences de formation à la vie, le modèle de responsabilité sociale sont quelques-uns des modèles que le centre utilise pour doter les jeunes de connaissances et de compétences qui changent la vie transférées par le biais des associations nationales d'étudiants et du Conseil national de la jeunesse. Dans le cadre de ces modèles, divers programmes de formation ont été déployés dans le Nil occidental et à Arua pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences en couture, en soudure et en boulangerie, entre autres

compétences leur permettant de s'autonomiser. Par groupes de 30, les jeunes ont pu accéder à des prêts et économiser de l'argent pour que les jeunes mères puissent s'occuper de leurs enfants et maintenir une bonne hygiène menstruelle.

Il a toutefois informé les membres qu'un changement de paradigme s'est produit, plaçant la santé sexuelle et reproductive au centre, en raison de l'augmentation des grossesses chez les adolescentes en Ouganda. Travaillant en tant qu'allié et partenaire stratégique avec l'UPFFSPD, le centre a pu mettre en œuvre des actions et des initiatives dans les politiques de population et le Plan d'action de Maputo sur la SSR. Donner aux jeunes les informations nécessaires et gérer les défis quotidiens auxquels ils sont confrontés dans la vie a été essentiel pour les maintenir à l'école et réduire leur dépendance, contribuant ainsi aux objectifs de développement nationaux et aux ODD.

Comme d'autres pays africains, l'Ouganda est toujours aux prises avec des taux élevés de grossesses chez les adolescentes (25 %) causés par les mariages d'enfants, la pratique de pratiques néfastes telles que les MGF, et des taux élevés de mortalité infantile et maternelle qui empêchent le pays de progresser vers un pays à revenu intermédiaire. Il a signalé que le centre rencontrait des difficultés liées à un financement limité, le retrait du principal donateur (SIDA) pouvant forcer le centre à fermer.

5.1.1 Questions soulevées lors de la présentation

Des remarques des Directeurs exécutifs, les questions suivantes ont été soulevées :

Le Président a félicité le Centre pour le travail qu'il accomplit en direction des jeunes et en traitant des problèmes critiques pour la population. Alors que le gouvernement ougandais et l'Afrique en général s'engagent en faveur des SDRS dans des accords nationaux et internationaux tels que la CIPD et le Plan d'action de Maputo, la mise en œuvre de ces engagements au niveau national reste insuffisante. Un financement accru est crucial pour la réalisation du développement durable, en particulier lorsque le continent connaît une explosion démographique de la jeunesse – une augmentation de la population de jeunes par rapport aux autres groupes d'âge.

Le vice-président a également ajouté sa voix au bon travail accompli par le Centre en faveur des jeunes. Les activités et les modèles employés par le Centre étaient très pertinents pour la cause de la population et du développement. Il a recommandé d'incorporer les questions de soutien psychosocial car de nombreux jeunes ont perdu espoir en raison de défis socio-économiques comme le chômage. Beaucoup ont eu recours à l'alcoolisme, à la toxicomanie et à la prostitution, ce qui a abouti à des mariages d'enfants et à des grossesses d'adolescentes et d'enfants, comme en témoignent les membres lorsqu'ils ont rencontré Agnès, 13 ans, venue au Centre avec un bébé. Il s'est également dit préoccupé par les mauvaises attitudes et pratiques culturelles, comme les MGF en Ouganda et au Kenya, qui affectent de nombreuses jeunes filles. Avec la loi en place, les services centrés sur la jeunesse joueraient un rôle très important dans la protection des victimes de telles pratiques ainsi que dans la sensibilisation et la sensibilisation des communautés.

L'honorable Elvis Morris Don Koh du Ghana était préoccupé par la durabilité des centres de

jeunesse car le même défi se présentait dans son pays.



Le directeur exécutif répond aux questions soulevées lors de la discussion

5.1.2 Réponses aux questions soulevées

Le directeur exécutif a répondu en soulignant la nécessité de créer des refuges pour offrir un refuge aux jeunes confrontés à divers défis tels que les MGF et les mariages forcés.

Grâce aux médias sociaux, aux activités radiophoniques, à la mobilisation communautaire et aux interactions entre pairs, les jeunes peuvent accéder facilement aux informations sur les services adaptés aux jeunes. Il a noté que l'accès à l'information sur la SSR s'est considérablement amélioré grâce à l'utilisation de stratégies TIC modernes.

L'augmentation de la scolarisation et de la rétention des garçons et des filles est essentielle pour prévenir les grossesses chez les adolescentes. Il a confirmé que le Centre accueille de nombreux jeunes sexuellement actifs pendant les vacances scolaires.

En ce qui concerne la durabilité, la sensibilisation et la sensibilisation sont en cours sur le changement d'attitude parmi les prestataires de soins de santé et la communauté. Des services adaptés aux jeunes ont été intégrés aux soins de santé primaires (SSP).

Il a conclu en remerciant les membres du Comité exécutif et le forum d'avoir visité le centre et de l'avoir considéré pour partager des idées.

5.2 Santé reproductive en Ouganda (RHU)

Le directeur exécutif a souhaité la bienvenue aux membres et leur a fait visiter l'organisation qui dispose également d'une clinique à part entière (Katego Clinic) fournissant des services de SSR. L'organisation avait mis en place de nouveaux canaux de communication comme The Digital Hub, un tableau graphique/podcast « ASK RHU » pour élargir la portée de la communication avec la communauté. Il s'agissait d'un centre d'appels et d'un studio où les gens appellent et consultent différentes informations et services en matière de SSR et partagent leurs expériences qui sont ensuite diffusées sur les réseaux sociaux.



Les membres de l'APFPD/FPA se réunissent à Santé reproductive en Ouganda, l'un des acteurs offrant des services de santé sexuelle et reproductive aux jeunes.

L'organisation est en service depuis 1997 et travaille à influencer les politiques, le plaidoyer, l'information, la recherche et le renforcement des capacités. Il travaille également en étroite collaboration avec l'UPFFSD en fournissant des informations lors des processus de formulation des politiques et de budgétisation et oriente les législateurs sur les questions de population et de développement, d'où un lobbying approprié lors des allocations budgétaires. Au fil du temps, l'organisation a bâti des systèmes de gestion solides dotés d'un personnel hautement qualifié et compétent. Les modes de prestation de services comprennent des cliniques statiques, des activités de proximité, des camps médicaux, un réseau de franchises et des personnes-ressources communautaires (pairs éducateurs et équipes de santé volontaires). Outre l'insuffisance des informations et des services, la stigmatisation et la discrimination, les taux de pauvreté élevés, la participation inadéquate des hommes ainsi que le financement inadéquat constituent quelques-uns des obstacles à la réalisation des SDRS.

RHU reconnaît les liens entre la SSR et le changement climatique et a donc participé aux processus nationaux d'adoption du changement climatique, engageant les dirigeants culturels du Rwenzururu à intégrer la SSR/l'égalité des sexes dans le plan climatique existant pour le royaume.



L'un des pairs éducateurs travaillant à Santé reproductive en Ouganda expliquant aux membres du Comité exécutif les différents services de SSR offerts aux jeunes

5.2.1 Partage de témoignages

L'une des jeunes qui a travaillé avec l'organisation a témoigné en appréciant le temps qu'elle a passé en tant que stagiaire au sein de l'organisation comme une expérience d'apprentissage. Grâce à son dévouement collectif au plaidoyer, elle a pu s'engager dans des actions de sensibilisation communautaire, acquérant ainsi la confiance et l'estime de soi nécessaires pour amplifier la voix des jeunes sur les questions liées à la SDRS.

Les pairs éducateurs ont témoigné qu'ils avaient reçu une formation sur la SDRS et qu'ils travaillaient à améliorer la vie des autres réfugiés. Ils ont raconté comment leur statut social dans la communauté s'est amélioré à mesure qu'ils ont acquis un respect qui s'accompagnait également de nouveaux noms. Une lacune dans les services de SSR a été signalée dans les communautés de réfugiés, en particulier pour les plus vulnérables comme les personnes handicapées. Cela nécessite davantage de soutien de la part du gouvernement et des autres parties prenantes.

5.2.2 Discussion

Le Président a envoyé un remerciement à l'organisation pour le travail accompli dans le traitement des questions de population et de développement et dans l'offre de services à la communauté. Il s'est montré enthousiasmé par la nouvelle initiative (hub numérique) qui

sera utile pour atteindre une population plus large sur les questions de population et de développement.

Le vice-président a également ajouté sa voix à la pertinence d'exploiter les TIC pour atteindre la communauté, en particulier les jeunes. Il a noté que de nouveaux canaux de communication, comme le Job Hub, ont été utilisés au Kenya pour aider les jeunes chômeurs à trouver un emploi et à se connecter avec le monde. Il a suggéré que la même chose pourrait être intégrée dans l'organisation.

L'honorable Pemmy Majodina, d'Afrique du Sud, a été impressionnée par les relations de travail et l'espace que l'organisation offre aux jeunes. Elle a demandé que, sur la base des témoignages, le gouvernement et les parties prenantes fournissent davantage de financement à la SSR dans les communautés vulnérables comme les réfugiés.

Le Président de l'UPFFSD s'est montré préoccupé par les défis liés à la durabilité des programmes. Il voulait également savoir si l'adoption d'un projet de loi sur l'homosexualité avait affecté le fonctionnement de l'organisation.

En réponse aux observations formulées lors de la discussion, le Directeur exécutif a souligné que les indicateurs clés se sont améliorés, se référant à l'Enquête démographique et de santé de l'Ouganda 2022, qui a indiqué une réduction de la mortalité maternelle, de la VBG et une amélioration de la scolarisation. Cependant, les grossesses chez les adolescentes sont encore nombreuses, ce qui a été attribué aux effets du COVID. Il a ajouté que l'absence de loi qui se concentre directement sur les questions de SSR constitue un défi.

Le projet de loi sur l'homosexualité a énormément affecté les opérations de l'organisation : certains donateurs ont retiré leur financement en raison du manque d'informations sur la sexualité, les communautés qui ne sont plus réceptives aux questions de SSR et la recherche de services de SSR parmi les personnes d'orientation sexuelle particulière a également diminué.

Les membres du Comité exécutif ont été informés que l'ampleur des opérations du programme ciblant les travailleuses du sexe a diminué lorsque le donateur (DANIDA) a retiré son financement. Cependant, le programme a enregistré de nombreuses réalisations qui ont permis d'améliorer la vie des travailleuses du sexe et nombre d'entre elles sont désormais engagées dans des activités économiques durables et de meilleure qualité. La question de l'implication des hommes dans la SSR s'est avérée importante pour réduire les grossesses chez les adolescentes et de nombreux efforts ont été déployés dans ce sens.

Dans son discours de clôture, le Président a félicité l'organisation pour avoir fait avancer l'agenda de la CIPD. Tout en comparant la croissance et les tendances démographiques de l'Ouganda, du Ghana et du Danemark, il a noté que l'Ouganda et l'Afrique en général avaient un gros travail à accomplir en matière de gestion de la population. Il a encouragé les jeunes à devenir des éducateurs pairs et des représentants du forum pour promouvoir les objectifs et le but du forum sur les questions de développement démographique. Ils devraient être des leaders dans la lutte contre les mauvaises pratiques culturelles telles que les mariages d'enfants qui conduisent à des grossesses chez les adolescentes.

6.0 Conférence de presse



Membres de l'APFPD/FPA après la presse sur les questions de population et de développement à l'hôtel Kampala Kolping

À la fin de la visite de deux jours, le président de l'UPPFSD s'est félicité de l'opportunité donnée à l'Ouganda d'accueillir les membres du Comité exécutif pour échanger des idées et discuter des questions de population et de développement propres à l'Ouganda, qui compte 75 % de jeune population. Cela a provoqué du chômage, de l'insécurité alimentaire et plusieurs autres défis socio-économiques. Au cours de la visite de deux jours, les membres ont visité des agences qui s'occupent des questions de population, en particulier des données relatives aux tendances démographiques et à leur impact sur le développement. Les organisations qui se concentrent sur les SSR ont été visitées pour déterminer quelles interventions ont été entreprises en ce qui concerne la promotion des SDSR, car cela détermine en grande partie la croissance démographique.

Le Président a souligné que le forum et l'Afrique en général se concentrent sur la population croissante et incontrôlée qui ralentit le développement du continent. En tant que membres du forum africain, il était important pour eux de converger, de partager leurs expériences sur les succès obtenus et de contextualiser les défis alors qu'ils recherchent des solutions pour les pays qu'ils représentent. Tout cela vise à réaliser l'agenda de la CIPD. Il a reconnu que l'Ouganda a fait des progrès dans la réduction de la prévalence du VIH et des taux de fécondité, ce qui constitue un indicateur positif pour l'agenda de la CIPD. Il a appelé à des politiques et actions immédiates et spécifiques axées sur l'évolution de la structure de la population ougandaise.

En tant que parties prenantes dans la promotion des questions démographiques, les médias ont été appelés à attirer l'attention du pays sur l'effet des mauvaises pratiques culturelles par rapport à la croissance démographique et leur effet sur le développement. Ces pratiques ont largement contribué aux grossesses chez les adolescentes, ce qui entraîne des taux de mortalité maternelle et infantile élevés dans le pays. Les médias ont donc été appelés à diffuser des messages qui changeront la mentalité de la communauté afin d'avoir des familles plus petites dont elles pourront s'occuper. Cela contribuera à produire une population de qualité et à réduire le fardeau qui pèse sur les ressources gouvernementales.

7.0 Réunion du Comité exécutif

L'exercice d'entre-deux a été couronné par la réunion du Comité exécutif du forum. Les débats et les procès-verbaux ont été enregistrés et déposés par le coordonnateur du forum.

7.1 Observations

A partir de la visite de 2 jours, les observations ci-dessous ont été faites :

- Les statistiques fournies par les agences démographiques indiquent que la croissance démographique rapide de l'Ouganda, estimée à 47,2 millions d'habitants en 2022 et au rythme de 3 pour cent par an, a de graves implications sur le genre, la santé, l'environnement et le développement. Cela entraîne à son tour des changements dans les valeurs sociales et le comportement culturel des communautés affectées.
- L'Ouganda a été vigilant dans la formulation de politiques démographiques et d'un cadre sur la population et le développement, mais il est nécessaire de prendre davantage d'actions et de stratégies orientées vers la réalisation du programme de la CIPD en partant de la base. Soutenir l'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement aux niveaux national et inférieur des gouvernements locaux, conformément au cadre convenu dans le cadre du plan de développement national.
- La dynamique démographique de l'Ouganda présente cependant à la fois des opportunités et des défis pour parvenir à une croissance économique durable et au développement du capital humain. Pour que le pays puisse s'engager sur la voie d'un progrès économique durable, il doit y avoir une adéquation entre le rythme de croissance de la population et celui du développement, sinon, si rien n'est fait, une forte croissance démographique peut contrecarrer les efforts de développement. Une population croissante de jeunes sans opportunités d'emploi claires peut accroître la vulnérabilité du pays aux troubles civils.
- Le gouvernement ougandais reconnaît cependant les relations complexes et fondamentales entre population et développement et c'est pourquoi l'exploitation du dividende démographique a été identifiée comme l'une des stratégies permettant de réaliser l'agenda de la CIPD. Une croissance économique durable ne peut être réalisée que si les questions démographiques sont intégrées dans tous les programmes de développement.

8.0 Recommandations

Les recommandations suivantes ont été avancées :

- Mobiliser les dirigeants communautaires et les décideurs politiques pour fournir un soutien pour relever les défis démographiques en utilisant des arguments de recherche fondés sur des preuves, un dialogue public pour comprendre la dynamique de la population et la diffusion des politiques et des lois pertinentes.
- Disponibilité et utilisation accrues de données désagrégées, y compris des variables démographiques et socio-économiques, aux niveaux national et infranational.
- Établir des processus et des capacités de consultation face à face adaptés aux jeunes et aux adolescents et fournir également un soutien aux réseaux de médias de masse et de développement technologique (T4D)-TIC qui fonctionnent au niveau national. Comme indiqué, cela contribuera à éclairer la planification des interventions auprès des jeunes.
- L'investissement dans l'engagement productif des jeunes et leur participation à tous les niveaux de développement est une condition préalable et un élément essentiel de la réalisation du programme de la CIPD et des ODD.
- Promouvoir l'amélioration des compétences et des connaissances ainsi que l'accès aux opportunités d'emploi pour les jeunes, y compris les réfugiés et les rapatriés, afin de surmonter les obstacles au développement socio-économique des jeunes, en mettant particulièrement l'accent sur leur participation à la création d'opportunités de compétences, d'emplois et d'amélioration des moyens de subsistance, y compris en milieu urbain. emplacements géographiques.
- Poursuite de la sensibilisation et de la sensibilisation aux défis des grandes populations en matière de développement. Dans le cas de l'Ouganda, dont la population est jeune et en croissance, un soutien accru du gouvernement à la création de coins conviviaux pour les jeunes doit être entrepris par le biais des établissements de santé publique existants afin de réduire les structures parallèles de centres de jeunesse qui ont des implications financières et sont difficiles à maintenir. L'approche du centre de jeunesse a également connu un grand succès auprès des jeunes urbains et périurbains de Kampala dans le cadre du modèle du centre pour adolescents Naguru.
- Accroître la sensibilisation et la sensibilisation aux effets des mauvaises pratiques culturelles à tous les niveaux. Un changement de mentalité concernant les pratiques traditionnelles telles que les mariages précoces et les MGF faciliteront une mortalité maternelle et infantile élevée.
- Partenariats et réseautage ; Les questions démographiques ont des dimensions culturelles, religieuses, ethniques et politiques et sont de nature transversale. Par conséquent, résoudre les problèmes de population nécessite une approche multisectorielle qui rassemble les efforts de diverses parties prenantes pour atteindre des objectifs communs.

ANNEXE I : Liens connexes

1. <https://www.newvision.co.ug/category/news/mps-worried-about-the-rate-of-population->

grandir-NV_180542

2. <https://photos.app.goo.gl/sv57pM9ngUuyeEb3A>

3. <https://photos.app.goo.gl/FA4WHgbFEHXDTfM16>

4. <https://photos.app.goo.gl/waEdMkxJ18kVdxkog>

8.0 Images





AFRICAN PARLIAMENTARY FORUM ON
POPULATION AND DEVELOPMENT

Address: Private Mail Box,
Cantonments Post Office, Accra
E: africaparlforum.pd@gmail.com
Tel: +256 701 527 559,
+254 738 818 983
+23355 308 2925